

GÉOPOLITIQUE DU PÉTROLE

Texte tiré du livre : « Géopolitique » de Yves Lacoste ; 2006

L'extraction pétrolière débuta aux États-Unis, en Pennsylvanie. Le pétrole constitua d'abord un moyen d'éclairage (les lampes à pétrole) dans les petites localités puis, au début du XX^e siècle, un carburant pour les premières automobiles. John D. Rockefeller fonda en 1862 sa première compagnie, qui allait devenir huit ans plus tard la Standard Oil of New Jersey. En 1911, poursuivi en application de la loi antitrust, il dut se résoudre à scinder la Standard Oil en plusieurs compagnies sœurs. La société mère prendra plus tard le nom d'Exxon et sera à l'origine d'autres majors comme Mobil, Chevron ou Amoco. En réalité, la réussite de Rockefeller résulta moins de la production des puits qu'il possédait que du grand réseau de pipe-lines qu'il constitua pour étendre son marché après avoir acheté le pétrole des petits producteurs dispersés dans de vastes régions. En effet, aux États-Unis, à la différence de la plupart des pays, le propriétaire du sol est également propriétaire du sous-sol, et donc du pétrole qui s'y trouve. Il y a aujourd'hui encore aux États-Unis de nombreux petits producteurs de pétrole (près de **10 000** avec **500 000** puits, contre **3 000** puits seulement au Moyen-Orient). Ceux-ci vendent le pétrole aux grandes compagnies, qui le transportent, le raffinent et le commercialisent.

Les problèmes géopolitiques liés au pétrole commencèrent à se poser au Mexique. La révolution qui éclata dans ce pays en 1911 et qui, dans ses soubresauts, durera jusqu'en 1924, entraîna une intervention de l'armée des États-Unis pour protéger les biens de ses ressortissants. Ulcérés, les Mexicains approuveront massivement en 1938 la nationalisation des compagnies pétrolières étrangères, et cette mesure fut inscrite dans la Constitution. Déjà, au XIX^e siècle, le Mexique avait été dépouillé par son voisin du Nord de la moitié de son territoire (de la Californie au Texas). Ceux-ci devaient donc cesser de s'emparer de la richesse profonde de la terre mexicaine. On voit ainsi apparaître au Mexique, à propos du pétrole, des représentations très différentes de celles qui s'appliquent à d'autres marchandises, et le sentiment qu'il s'agit du patrimoine tellurique de la nation. Ce genre de sentiment se développera ensuite dans un grand nombre de pays exportateurs de pétrole, même quand la production y aura été nationalisée, et cela entraînera de grandes conséquences géopolitiques. Alors que les compagnies étrangères (appartenant à des Texans et au réseau Standard Oil) allaient être indemnisées, les États-Unis boycottèrent le pétrole mexicain (le quart de la production mondiale en 1921). On put même craindre un conflit militaire, mais l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale en Europe incita le président Roosevelt à la prudence. Cependant, craignant que les Mexicains laissent des sous-marins allemands se cacher sur leurs côtes pour torpiller les tankers américains allant des ports du Texas à New York, l'armée américaine fit établir d'urgence des pipe-lines reliant les États du Sud-Ouest à ceux du Nord-Est. Pour répondre aux énormes besoins en pétrole de leur armée, les États-Unis se tournèrent vers le Venezuela, qui - fait nouveau dans les pratiques pétrolières - exigea bientôt la moitié des bénéfices réalisés. Cette pratique du fifty-fifty aura par la suite de grands échos au Moyen-Orient.

Contrairement aux États-Unis, les pays de l'Europe occidentale sont quasiment dépourvus de ressources pétrolières en raison des données géologiques (massifs granitiques et structures tectoniques très morcelées par les contrecoups de l'orogénie alpine). Seule exception, les gisements de la mer du Nord, découverts dans les années 1960, mais limités et riches surtout en

gaz. Dès avant la Première Guerre mondiale, des sociétés allemandes, anglaises et surtout françaises, dont les rapports avec l'Empire russe étaient devenus fort étroits, obtinrent des concessions pétrolières à Bakou, au bord de la Caspienne (dans l'actuel Azerbaïdjan). La Russie fut alors pour l'Europe le principal fournisseur de pétrole via la mer Noire et la Méditerranée. Mais, en 1917, la révolution bolchevik confisqua les concessions, ce qui mit un terme aux exportations de pétrole russe vers l'Europe occidentale. Cela fit l'affaire des grandes compagnies pétrolières américaines, qui s'implantèrent ainsi sur le marché européen.

Politique pétrolière des États-Unis :

Dès le début du XX^e siècle, les compagnies américaines acquirent des concessions pétrolières dans les pays voisins. Il y avait pourtant encore beaucoup de pétrole aux États-Unis, dans la grande gouttière de terrains sédimentaires qui s'étend entre les Appalaches à l'est et les montagnes Rocheuses à l'ouest, depuis les Grands Lacs au nord et le golfe du Mexique au sud. Certes, au Texas, après la découverte de gros gisements, de nouvelles compagnies se développèrent, notamment la Texas Oil et la Gulf Oil. Mais, d'une façon générale, les grandes compagnies préférèrent produire à l'étranger sans avoir à respecter les mesures qui protégeaient leurs concurrents de petite taille. En revanche, pour économiser le pétrole national, le gouvernement fédéral imposa aux producteurs nationaux de n'ouvrir le robinet des puits qu'une partie de la semaine. Les grandes compagnies partirent donc chercher ailleurs des gisements à gros rendement, de façon à vendre aux États-Unis un pétrole bon marché avec une très grosse marge bénéficiaire. C'est encore leur politique aujourd'hui. Déjà, en 1922, l'US Geological Survey, ou Service géologique fédéral) avait évalué le volume des réserves mondiales de pétrole à 642 millions de tonnes, ce qui ne laissait pour les États-Unis que quelques décennies d'exploitation (les réserves mondiales seront évaluées à 90 milliards de tonnes en 1980). En se fondant sur cet argument, le gouvernement fédéral prit des mesures de réduction de la production américaine et encouragea l'importation de pétrole en provenance des pays étrangers. En l'occurrence, ce furent d'abord les pays les plus proches, Canada et Mexique. En effet, sur la côte est du Mexique et dans l'ouest du Canada, se prolonge la série de gisements des grandes plaines du Middle West et du Texas.

Les puits et les poudrières du Moyen-Orient

Les problèmes géopolitiques étroitement liés au pétrole et qui s'aggravent plus que jamais aujourd'hui au Moyen-Orient vont commencer à apparaître dans cette région au début du XX^e siècle du fait des Européens. Les navires anglais croisaient depuis longtemps dans le golfe Persique en direction de l'Inde : c'était la fameuse route des Indes, passant par la Méditerranée vers Koweït. Des sujets britanniques apprirent ainsi que tout près des côtes de Perse, au pied de la chaîne de montagnes du Zagros, le pétrole suintait en certains endroits, et même brûlait naturellement de temps à autre. Les Anglais furent ainsi les premiers à en entreprendre l'exploitation - en 1908 - pour l'exporter vers l'Europe. Ils fondèrent alors l'Anglo-Persian Oil Company (qui deviendra l'Anglo-Iranian et, après la Seconde Guerre mondiale, la BP, British Petroleum). L'amirauté britannique fut très tôt la partenaire de cette compagnie et, en 1911, grâce à Winston Churchill, alors lord de l'Amirauté, le gouvernement décida que les navires de guerre de Sa Majesté utiliseraient désormais le fuel pour alimenter leurs chaudières.

Pour leur part, les Allemands, dans leur politique d'expansion vers les Balkans et vers l'Empire ottoman, s'intéressaient aussi au pétrole et au golfe Persique. Après avoir fait alliance avec la Turquie, ils lancèrent depuis Berlin un chemin de fer, dit « le chemin de fer de Bagdad », qu'ils poursuivirent jusqu'à Bassora, tout près du Golfe. Chemin faisant, au pied des montagnes qui dominent la plaine de Mésopotamie, les ingénieurs allemands découvrirent d'importants gisements de pétrole (ceux de Mossoul et de Kirkuk) et fondèrent avec les Turcs la Turkish Petroleum Company.

Les conséquences de la Première Guerre mondiale vont considérablement compliquer les problèmes géopolitiques. Le conflit provoqua en effet l'effondrement de l'Empire ottoman et la révolte des Arabes qui en dépendaient jusqu'alors. Ceux-ci formèrent quatre États nouveaux, le Liban et la Syrie sous contrôle français, l'Irak et la Jordanie sous contrôle britannique. Mais le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, les vainqueurs de l'Allemagne dont la Turquie avait été l'alliée, décidèrent de se partager conjointement les concessions de la Turkish Petroleum Company, en créant l'Irak Petroleum Company, dont le capital fut divisé en quatre parties (23,75 % chacune) : une pour la Compagnie française des pétroles, une pour un consortium de compagnies américaines (Esso, Gulf, Texaco, Socal, Mobil), une pour l'Anglo-Persian Oil et une pour la Shell (compagnie anglo-néerlandaise ayant pris son essor grâce au pétrole de l'actuelle Indonésie). Les Anglais avaient ainsi deux parts, car c'est eux qui avaient conquis la Mésopotamie durant la guerre et qui contrôlaient encore l'Irak. Une partie des compagnies américaines, et notamment la Standard Oil, se retirèrent de l'Irak Petroleum pour exploiter les gisements qu'elles espéraient trouver en Arabie saoudite.

La prépondérance américaine

Jusqu'alors, les géologues estimaient que le pétrole se trouvait surtout au pied des chaînes de montagnes dominant la Mésopotamie et l'est du golfe Persique. Mais certains indices amenèrent quelques uns parmi eux à penser qu'il pouvait peut-être y en avoir aussi sur les côtes ouest du Golfe, c'est-à-dire en Arabie et à Koweït. Il fallut un certain temps pour le découvrir, car, à l'époque, les géologues ignoraient ce que l'on appelle de nos jours la théorie du déplacement des plaques géologiques et du chevauchement de certaines d'entre elles. Cependant, des agents des compagnies américaines, espérant trouver du pétrole de l'autre côté du Golfe, en Arabie, aidèrent financièrement les Saoudiens contre leurs rivaux arabes, soutenus par les services secrets anglais. Aussi en 1933, Ibn Séoud concéda à la Standard Oil of California, ensuite associée à la Texas Oil (pour former le groupe CALTEX), l'exploitation du pétrole dans son royaume. La CASOC, formée à cet effet, sera récompensée de son flair et de son audace en voyant le pétrole pour la première fois jaillir en 1938. Après ces premières découvertes, déjà fort intéressantes, la CASOC deviendra l'ARAMCO (Arabian American Company) en 1944. Quatre ans plus tard, de retour de Yalta et quelques semaines avant sa mort, le président Roosevelt reçut le roi Ibn Séoud à bord du navire de guerre américain Quincy, au large de Suez, pour conclure une alliance politique et militaire. Jusqu'alors, le Moyen-Orient avait été le domaine géopolitique quasi exclusif des Anglais. En 1947, le gouvernement américain exigea et obtint l'entrée dans l'ARAMCO à hauteur de 40 % du capital d'Esso et de Mobil, marquant ainsi la prépondérance des Américains dans la région.

Le gigantesque gisement de Ghawar (près d'al-Hufuf, à 300 kilomètres à l'est de Riyad) est découvert en 1948. Il demeure encore aujourd'hui le plus gros du monde, avec 16 milliards de

tonnes de réserve. On y extrait 5 millions de barils par jour. Le deuxième gisement mondial est celui de Burgan au Koweït; découvert en 1938 (par la Gulf et BP), il n'a que 8 milliards de tonnes de réserve, et le troisième, Safaniya, découvert en 1951 en Arabie, en a seulement 4, comme celui de Rumana, en Irak. Les réserves des 25 autres grands gisements s'échelonnent ensuite entre deux et trois milliards de tonnes. Ceux-ci se trouvent tous (sauf 6 d'entre eux) dans l'accident géologique très particulier qu'est l'ensemble formé par la Mésopotamie et le golfe Persique. Il s'agit d'une zone de subduction (enfouissement d'une plaque sous une autre), puisque la plaque géologique de la péninsule arabique (poussée vers le nord-est par l'élargissement de la cassure - le rift - que constitue la mer Rouge) s'enfonce progressivement sous la plaque iranienne. Il existe dans le monde d'autres zones de subduction, par exemple celles où les plaques qui forment le fond de l'océan Pacifique s'enfoncent sous la plaque d'Amérique du Nord et sous celle de l'Amérique du Sud. Mais ces zones de subduction se trouvent sous de grandes profondeurs sous-marines, et le pétrole qui pourrait s'y trouver est inaccessible, s'il n'est pas complètement grillé par les fortes températures entre les plaques. En revanche, la zone de subduction golfe Persique-Mésopotamie est sous une mer très peu profonde, qui a même été progressivement repoussée par les alluvions du Tigre et de l'Euphrate. C'est une sorte de longue gouttière (2000 kilomètres de long sur 500 kilomètres de large) où se sont accumulées des masses de substances organiques (d'origine marine et lagunaire), qui se sont peu à peu transformées en pétrole. Les plissements de sédiments que provoque l'enfoncement de la plaque arabique sous la plaque iranienne ont formé en profondeur une succession de dômes où le pétrole soumis à de fortes pressions est venu s'accumuler. Ces plis, qu'il faut savoir détecter sous les terrains de surface, forment une série de gros gisements peu étendus, mais que l'on peut comparer à de grosses bouteilles sous pression. Aussi les forages qui les atteignent ont des rendements très importants en comparaison de ceux des puits très nombreux qu'il faut forer pour exploiter des gisements «en assiette» (comme ceux d'une grande partie des États-Unis, sauf au Texas). Ils sont bien plus étendus en surface, mais la pression y est moins forte et les réserves bien moins importantes. Alors que le coût de production d'un baril de pétrole est en moyenne de 10 dollars aux États-Unis, il est de l'ordre de 0,5 à 2 dollars en Arabie saoudite.

Les « sept sœurs » face aux convulsions politiques

Durant les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le marché mondial du pétrole, outre la considérable augmentation de la production, a été marqué par des changements politiques majeurs dans la principale région productrice, dont les conséquences actuelles sont très importantes.

Il y eut d'abord la crise provoquée par la nationalisation du pétrole en Iran. Depuis le début du XX^e siècle, la compagnie britannique Anglo-Iranian Oil avait le monopole de cette production et ne versait au gouvernement iranien qu'un maigre pourcentage de ses bénéfices. L'exemple du Venezuela, qui avait obtenu un partage à 50 % avec les compagnies américaines, décida un nouveau gouvernement iranien à exiger un régime identique, ce que refusa l'Anglo-Iranian, qui ne versait alors que 16% de ses bénéfices aux autorités du pays. Alors que l'Iran connaissait un fort mouvement nationaliste (contre la tutelle exercée par les Soviétiques, les Anglais et les Américains), le Shah qui se voulait l'émule d'Atatürk et ami de l'Allemagne avait été déposé durant la guerre. Il en résulta une crise politique durant laquelle le nouveau souverain Mohammed Réza Pahlévi, arrivé sur le trône en 1941, qui souhaitait temporiser, faillit être renversé par un mouvement populaire dirigé par un leader réformiste, le Dr Mossadegh. En 1951, celui-ci imposa au Shah la nationalisation du pétrole et la confiscation des biens de

l'Anglo-Iranian. Le gouvernement britannique, dont les liens avec la compagnie étaient très étroits, prétendit interdire aux autres États d'acheter du pétrole iranien et dépêcha des unités de sa flotte pour empêcher l'Iran d'exporter son pétrole. En 1954, un coup de force, dans lequel les services américains jouèrent un rôle important, écarta le Dr Mossadegh et jeta les bases d'un accord selon lequel l'Iran était reconnu propriétaire des gisements. Cependant, la Compagnie nationale iranienne des pétroles (NIDC) en confiait la prospection et l'exploitation à des prestataires regroupés en un consortium formé par Esso, Mobil, Caltex, Gulf, Shell, la Compagnie française des pétroles, et pour 40 % par l'Anglo-Iranian, qui perdait dans l'affaire son monopole.

Ce consortium officialisait publiquement l'existence des liens, jusqu'alors officieux, entre ces sept grandes compagnies. De fait, en 1928, les dirigeants de ces compagnies, réunis à Achnacary, en Écosse, dans le château de l'un d'entre eux (celui de la Shell), avaient discrètement décidé de vendre partout dans le monde (sauf aux États-Unis) à un prix identique le pétrole, d'où qu'il vienne et quel que soit son prix de revient (tenu secret), de façon à laisser aux compagnies une forte marge bénéficiaire par rapport aux prix moyens pratiqués aux États-Unis. Tout le pétrole vendu dans le monde était censé venir du golfe du Mexique, prix majoré par le coût d'un transport fictif jusqu'aux divers points de vente (le tarif « Gulf + »). Cet accord officieux entre les grandes compagnies, surnommées les « sept sœurs », fut pratiqué entre elles jusque dans les années 1970.

La solution de la crise iranienne mit en évidence le rôle du cartel international du pétrole et incita un certain nombre de pays grands exportateurs à se regrouper pour tirer davantage profit du marché. En 1960, les gouvernements d'Arabie saoudite, du Venezuela, du Koweït, d'Iran et d'Irak - qui contrôlaient 80 % des exportations mondiales - décidaient de former l'OPEP (en anglais OPEC), l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Ils furent ensuite rejoints par le Qatar, l'Indonésie, la Libye, les Émirats arabes unis, l'Algérie et le Nigeria. Ces gouvernements visèrent d'abord à maintenir les cours du pétrole, qui étaient alors assez bas du fait de l'arrivée sur le marché de nouveaux producteurs. Bien que l'organisation ait été fondée à Bagdad, son siège fut situé à Vienne. En 1967, lors de la guerre des « Six Jours » entre Israël et les pays arabes, ceux-ci décidèrent de cesser leurs exportations de pétrole vers les pays occidentaux qui ne dénonçaient pas l'attaque israélienne ; ce furent surtout les pays de l'Europe occidentale qui furent touchés, car les États-Unis n'importaient guère alors de pétrole arabe. Cependant, le secrétaire d'État américain dut aller discrètement à Riyad calmer la colère du roi d'Arabie et promettre que les États-Unis s'opposeraient à l'annexion par les Israéliens des territoires qu'ils venaient de conquérir.

Les bras de fer de l'OPEP

En 1971 - conséquence, du moins en partie, des énormes dépenses engagées par les États-Unis pour la guerre du Vietnam - le dollar fut dévalué; le pétrole étant payé en dollar, cela réduisit beaucoup les revenus des États pétroliers. L'OPEP obtint un relèvement des cours du baril et décida que ses membres ne se contenteraient plus seulement de la moitié des bénéfices.

En octobre 1973, après le déclenchement par les États arabes de la guerre dite du « Kippour » qui mit Israël en danger, l'OPEP décida non seulement l'embargo du pétrole vers les pays occidentaux, mais surtout, par diverses mesures, le quadruplement des prix du pétrole. L'un des premiers à décider cela fut le Shah d'Iran, qui n'était pourtant pas adversaire d'Israël, mais son

fournisseur privilégié en pétrole (par le golfe d'Akaba). Ce fut ce qu'on appela le premier « choc pétrolier ». Les États-Unis ne s'y opposèrent pas, sans doute parce que la marge bénéficiaire des grandes compagnies ne se trouvait pas réduite. En revanche, les pays de l'Europe occidentale furent obligés de prendre de sérieuses mesures pour réduire leurs consommations d'énergie et la France, en particulier, accéléra fortement son programme de construction de centrales nucléaires. Ces mesures entraînaient au bout de quelques années une baisse progressive des prix du pétrole.

Après leur grand succès de 1973, les pays de l'OPEP s'acheminèrent vers une nationalisation progressive de leur pétrole. Déjà, en 1972, l'Irak avait décidé la nationalisation de l'Irak Petroleum. On avait pu penser alors qu'il ne s'agissait là que d'une conséquence de la surenchère des différents partis révolutionnaires qui s'étaient disputé le pouvoir depuis la révolution antimonarchique de 1958 à Bagdad. Mais l'Arabie saoudite et le Koweït, qui étaient pourtant des monarchies, procédèrent aussi à la nationalisation progressive de leur pétrole : 60 % en 1974 et 100 % en 1976. Le Venezuela les imita la même année. La nationalisation de l'ARAMCO, loin de provoquer la chute de ses actions à la Bourse de New York, les fit monter. En effet, les bénéficiaires pétroliers des pétromonarchies furent, pour une grande part, placés dans les banques occidentales.

Cependant, pour suivre les rapides progrès des techniques de prospection et d'extraction pétrolières, les pays exportateurs de pétrole avaient besoin des grandes compagnies et celles-ci facturaient leurs prestations à des prix très élevés. Arrivèrent alors sur le marché des nouveaux venus, les « indépendants », italiens, japonais, mais surtout des firmes originaires du Texas. Ces « indépendants » acceptèrent des contrats de plus en plus draconiens, avec des marges bénéficiaires de plus en plus restreintes.

En 1979, la révolution islamiste en Iran, dont on craignait des contrecoups sur l'ensemble du Moyen-Orient, provoqua un second « choc pétrolier », dont les conséquences sur les prix du pétrole furent tout aussi fortes que lors du premier choc de 1973. Une crise aiguë éclata entre Washington et Téhéran. Mais lorsque l'on prit conscience que le mouvement khomeyniste, parce qu'il était chiite et iranien, ne se propageait pas dans les pays arabes sunnites - d'autant que Saddam Hussein lui faisait efficacement barrage (la guerre étant déclarée entre les deux pays depuis 1980) - les prix du pétrole diminuèrent rapidement. Ils s'effondrèrent même en 1986, malgré les difficultés de l'Iran à exporter son pétrole par le golfe Persique, en raison des raids de l'aviation irakienne. Ce fut le « contre-choc pétrolier ». L'excès de l'offre de pétrole par rapport à la demande était dû au fait que de nouveaux producteurs étaient apparus sur le marché. La production de pétrole offshore (notamment celui de la mer du Nord) avait doublé entre les années 1970 et la fin des années 1980, alors que la part de l'OPEP passait de 80 % à 50 % des exportations mondiales, au détriment surtout des pays arabes. Les revenus de l'Arabie Saoudite en 1984 -1986 diminuèrent dangereusement et, en 1990, l'invasion du Koweït par l'Irak ne provoqua qu'une brève remontée des cours, malgré la quasi-disparition des productions de ces deux États. L'Arabie Saoudite ouvrit alors davantage les robinets de ses puits afin d'éviter une nouvelle montée brutale des cours, suivie par une longue période de très bas prix. Après 1991, les puits du Koweït qui avaient été incendiés par les Irakiens furent assez rapidement remis en production. Mais, à la demande des États-Unis, les exportations de l'Irak restèrent soumises à l'embargo des Nations unies, pour empêcher Saddam Hussein de reconstituer son potentiel militaire.

Malgré la chute des exportations irakiennes (très partiellement compensées par le programme de l'ONU « Pétrole contre nourriture » et par la contrebande), il n'y a pas eu pénurie de pétrole sur le marché et les cours sont restés modérés, de l'ordre de 20-30 dollars le baril jusqu'en 2004, y compris après les attentats du 11 septembre 2001.

Nouveaux acteurs, nouveaux enjeux

La politique de l'OPEP, et surtout de l'Arabie Saoudite, consiste désormais à gérer l'avenir à long terme afin d'éviter que les pays importateurs ne mettent au point trop de techniques pour économiser le pétrole - en l'utilisant avec davantage d'efficacité (ce que les spécialistes appellent « l'intensité énergétique ») - et pour exploiter de nouveaux types de gisements. C'est notamment le cas de nouveaux gisements sous-marins, qui apparaissent aujourd'hui comme recelant des quantités considérables d'hydrocarbures. Malgré les prouesses techniques, l'exploitation de ces gisements revient cher et ce, d'autant plus qu'ils sont profonds; elle devient cependant rentable et politiquement plus sûre si les cours du pétrole sont de plus en plus élevés. On pourrait donc dire que, depuis les années 1980 jusqu'en 2004, l'évolution à long terme sur le marché pétrolier a dépendu davantage qu'autrefois des facteurs techniques et financiers et a dépendu moins des conséquences des conflits géopolitiques.

Cependant, en 1991, un changement géopolitique d'envergure mondiale s'est produit : la dislocation de l'Union soviétique et la fin du régime communiste. Les grandes compagnies pétrolières n'ont pas tardé alors à se souvenir que la Russie, avant la Première Guerre mondiale et la révolution bolchevik, avait été grande exportatrice d'hydrocarbures, grâce au gisement de Bakou. Après la Seconde Guerre mondiale, ce gisement semblait presque épuisé et les Soviétiques avaient développé ce qu'ils appelèrent le « second Bakou » dans la vallée de la Volga et en Sibérie occidentale. L'effondrement du système soviétique fut immédiatement suivi par l'apparition d'hommes d'affaires d'un type nouveau (pour beaucoup ex-membres du Parti communiste) qui, mettant la main sur les industries et les ressources du pays, s'empressèrent de nouer des contacts avec de grandes firmes étrangères et - pour ce qui est du pétrole - avec les grandes compagnies anglaises et américaines. Celles-ci se rendirent compte de la vétusté des techniques laissées par l'URSS en matière de prospection et de production pétrolières, mais aussi de l'existence de nombreux gisements fort intéressants en Sibérie et autour de la mer Caspienne, dans les nouveaux États de l'Asie centrale. Les compagnies occidentales, usant de techniques nouvelles ignorées par les Soviétiques, prirent également conscience de l'importance des réserves qui existaient encore en Azerbaïdjan, près de Bakou, dans des gisements soi-disant épuisés.

Les gouvernements de ces nouveaux États (ex-soviétiques, mais qui avaient gardé les mêmes dirigeants) s'empressèrent de passer des accords avec les compagnies pétrolières anglaises et américaines, d'autant plus que le gouvernement russe, en situation financière très difficile et dans l'espoir de revenus rapides, incitait les nouveaux hommes d'affaires à s'associer à celles-ci pour créer des entreprises privées. Par ailleurs, la faillite financière de la Russie en 1998 fut évitée de justesse grâce aux prêts occidentaux gagés sur ses ressources en hydrocarbures. Les perspectives d'un très rapide essor des exportations de pétrole en provenance de Russie et des ex-républiques soviétiques s'amplifièrent après les attentats du 11 septembre 2001 et la tension qui s'ensuivit entre l'opinion américaine et l'Arabie Saoudite, d'où provenaient les terroristes kamikazes.

En revanche, le président russe Vladimir Poutine avait assuré immédiatement de son soutien le président des États-Unis dans sa lutte contre les terroristes islamistes. Si la dynastie saoudienne

se préparait à se rallier aux islamistes ou si ces derniers la renversaient et prenaient le pouvoir, il fallait d'urgence trouver à remplacer l'Arabie Saoudite, non pas que son pétrole soit indispensable aux États-Unis (car ils n'en importent pas tellement), mais les compagnies américaines, elles, en ont besoin pour le vendre, toujours avec grand profit, en Europe et au Japon. La Russie et les pays de la Caspienne apparurent alors comme la solution de remplacement temporaire. Certes, leurs réserves étaient jugées très inférieures à celles d'Arabie Saoudite, mais le pétrole russe pouvait peut-être permettre de boycotter celle-ci pendant plusieurs années, le temps que les islamistes en soient chassés. En 2004, la Russie produisit 9,5 millions de tonnes de pétrole, soit un petit peu plus que l'Arabie, et l'on a envisagé de construire un pipe-line depuis la Sibérie occidentale jusqu'à Mourmansk, sur l'océan glacial Arctique ou, plus exactement, sur la mer Blanche, qui, grâce au Gulf Stream, n'est guère prise par les glaces durant l'hiver. Pour les tankers, le trajet entre Mourmansk et le nord-est des États-Unis est bien plus court que depuis le golfe Persique.

Un autre pipe-line a été rapidement mis en chantier et achevé par les compagnies occidentales entre Bakou, Tbilissi et le port turc de Ceyhan sur la Méditerranée, pour exporter le pétrole d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan sans avoir à passer par la mer Noire et Istanbul. Ce pipe-line à travers la Géorgie et la Turquie a beaucoup mécontenté les Russes, qui voulaient que le pétrole de la Caspienne continue de passer par la Russie, en l'occurrence au nord du Caucase, puis par la mer Noire, ce qui maintenait des liens géopolitiques avec le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. Le mécontentement des Russes s'est accru d'autant plus que l'inauguration du pipe-line en question a été précédée, en novembre 2003, par une révolution à Tbilissi, qui a porté au pouvoir en Géorgie un gouvernement ouvertement soutenu par les Américains.

Mais d'autres raisons contribuent à atténuer pour le moment (2006) les perspectives d'un très fort développement des exportations de pétrole russe, et ces raisons sont propres à la Russie. Les compagnies pétrolières qui, du fait de la privatisation des biens de l'État, ont été créées après 1991 avec la bénédiction du Kremlin par des hommes d'affaires particulièrement habiles, ont eu tôt fait d'imiter les procédés par lesquels les entreprises du monde capitaliste transfèrent leurs profits dans des paradis fiscaux pour échapper aux impôts et s'enrichir davantage dans diverses combinaisons financières. De surcroît, les sociétés pétrolières russes se sont étroitement associées à des firmes étrangères afin d'attirer des capitaux et de se soustraire à d'éventuels contrôles de l'État, au point de transférer leurs sièges sociaux à l'étranger et même de confier les fonctions de PDG ou de directeur général à des Américains, à des Russes naturalisés américains ou dotés de passeport israéliens.

Ces rivalités occultes entre lobbys politiques ou groupes financiers ont conduit l'État russe (ou du moins ses dirigeants) à faire successivement inculper pour fraude fiscale certains oligarques, à saisir les biens de leurs sociétés ou à les condamner à des amendes considérables, sans tellement tenir compte du droit des affaires, tel qu'il se pratique dans les pays occidentaux. C'est ainsi que le grand groupe pétrolier Youkos a été démantelé et son PDG condamné en 2005 à de longues années de prison. Aussi les compagnies américaines sont-elles beaucoup moins désireuses de participer à l'essor pétrolier de la Russie, d'autant que l'exploitation pétrolière s'y heurte à de multiples difficultés, liées notamment aux pratiques de corruption et de racket généralisées.

Les grands projets pétroliers des compagnies américaines en Russie et en Asie centrale semblent donc plus ou moins suspendus, d'autant que, depuis la crise consécutive au 11 septembre 2001, les relations des États-Unis avec l'Arabie Saoudite se sont améliorées, la dynastie au pouvoir à

Riyad menant désormais la lutte contre les islamistes. Par ailleurs, de nouveaux gisements sous-marins ont été découverts dans l'Atlantique au large des côtes d'Afrique, et notamment de l'Angola. On parle désormais d'un « deuxième Golfe », certes avec des réserves bien moindres que celles du golfe Persique, mais bien plus proches de la côte est des États-Unis. De surcroît, ce « deuxième Golfe » est géopolitiquement beaucoup plus calme, surtout avec des sites d'extraction situés en mer. L'île de Sao Tomé, qui fait partie de la Guinée équatoriale (ex-colonie espagnole) et qui dispose d'importants gisements offshore, a été choisie comme base par l'armée américaine pour la surveillance des États côtiers qui s'étendent de la Côte d'Ivoire à l'Angola.

Des compagnies chinoises s'implantent aussi en Afrique. Les Chinois, comme les Indiens, prospectent avec ardeur, sans chercher nécessairement des profits immédiats. Sans aucun doute, l'entrée de ces deux pays sur le marché mondial aura des conséquences considérables sur les rapports de force internationaux.

Le pic de Huber

En ce début de XXI^e siècle, un scénario à la mode démontre la fin du pétrole. Cette peur a un nom: le « pic de Huber », qui désigne le moment où l'augmentation de la consommation l'emportera sur celle de la production. Certains annoncent l'arrivée de ce « pic » pour 2010-2015, d'autres pour 2025-2030. Une telle disparité dans les prévisions s'explique par le fait que les chiffres sont toujours relatifs et évolutifs. De nouvelles découvertes de gisements sont toujours possibles et, de décennie en décennie, on sait mieux prolonger la durée d'exploitation des gisements. Par ailleurs, les chiffres des réserves sont souvent sujets à caution puisqu'ils sont fournis par des compagnies privées, qui ont intérêt, par rapport à la Bourse, à annoncer des statistiques favorables. Ainsi, en 2004, Shell a connu de sérieux déboires quand il fut avéré que la société avait surévalué de 23 % l'importance des réserves de pétrole et de gaz naturel qu'elle contrôlait. Quoi qu'il en soit, les faits sont là. Ainsi, chaque année, le parc automobile chinois augmente de plus de 10 %. En 2003, cependant, on ne comptait que 12 véhicules pour 1000 habitants. Mais qu'en sera-t-il si les Chinois atteignent les standards européens (autour de 580 véhicules pour 1000 habitants), voire celui des Américains (790) ?
